

BUREAUX: Rue Nain, 1.

Roubaix, Tourcoing:
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: J. MATHIEUX

Le Nord de la France:

Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

ANNONCES: 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES: 25 centimes.
On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 23 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Major-général à Préfet du Nord. Corbie, 22 décembre. Rien de nouveau. Quelques petits engagements d'avant-postes sans résultat de part et d'autre.

Londres, 22 décembre. Le Times fait un appel urgent à la France et à la Prusse pour éviter une nouvelle effusion de sang. Il demande que la Prusse fasse connaître clairement ses conditions.

L'Autriche a répondu à l'Angleterre qu'elle était prête à recommander la paix à Tours, si la même démarche était faite à Berlin. L'artillerie de siège devant Paris est augmentée.

Luxembourg, 21 décembre. L'ordre du jour, voté aujourd'hui, a été proposé à la suite de la communication du ministre sur la réponse faite à la Note prussienne.

L'ordre du jour dit entre autres: La déclaration de l'Allemagne, que le gouvernement se considère dégagé de l'obligation d'observer la neutralité du Grand-Duché dans ses opérations militaires, a produit dans le pays une impression profonde et douloureuse.

La Chambre a affirmé de nouveau ses assentiments d'attachement au pays, à la dynastie et à ses institutions et a témoigné sa profonde reconnaissance pour le dévouement que le duc et le prince montrent pour la défense des droits et des intérêts du Grand-Duché.

Luxembourg, 31 décembre. La Chambre a voté l'ordre du jour suivant:

La Chambre a examiné de la manière la plus attentive la réponse faite par le ministre d'Etat du grand-duché à la Note du chancelier fédéral et c'est avec satisfaction qu'elle y puise la conviction que les faits allégués à l'appui de cette grave détermination n'existent pas ou n'ont pas la portée que des rapports privés, arrondés ou exagérés, leur ont fait attribuer.

Depuis le commencement de la guerre la Chambre, d'accord avec le gouvernement, a vu et veut encore la plus stricte observation des devoirs de la neutralité et le respect le plus absolu des égards internationaux.

Son concours est acquis à toute mesure pouvant faciliter l'accomplissement de cette tâche et étendre les relations amicales avec les Etats voisins.

Mais en même temps elle doit exprimer la conviction que la situation garantie au grand-duché par le traité de Londres ne peut subir aucune modification sans le libre consentement constitutionnel du pays et sans l'assentiment de toutes les puissances engagées à respecter et à garantir cette situation.

La Chambre conserve l'espoir que l'Allemagne et les autres Etats éclairés et satisfaits par les explications du gouvernement grand-ducal continueront à notre pays la bienveillance que tous lui ont témoignée jusqu'à ce jour.

Madrid, 20 décembre. La proposition de M. Robledo pour la dissolution des Cortes a été rejetée.

Madrid, 21 décembre.

Les journaux carlistes publient une protestation de don Carlos et des lettres de Charles-Albert à don Carlos V et de Victor-Emmanuel à Carlos VII.

Le duc d'Aoste débarquera à Carthage le 27 décembre.

Il séjournera jusqu'au 1er janvier 1871 à Aranjuez, d'où il partira pour se rendre à Madrid.

Constantinople, 17 décembre.

L'expédition de l'Yémen contre les Turcs prend de l'importance.

Athènes, 21 décembre.

La Chambre a été ouverte aujourd'hui sans discours.

Washington, 21 décembre. La nomination du général Schenk, comme ministre à Londres a été envoyée au Sénat.

Dépêches prussiennes.

Berlin, lundi, 21 décembre. Versailles, 21 décembre.

Officiel. — Dans la nuit du 20 au 21, les forts de Paris ont entretenu une vive canonnade.

Dans la matinée du 21, environ trois divisions de la garnison de Paris ont attaqué les fronts de la garde et le 12<sup>e</sup> corps d'armée.

Après un combat, qui a duré plusieurs heures et qui a été principalement conduit par l'artillerie de notre position d'avant-poste, l'attaque a été repoussée. Nos pertes ne sont pas considérables.

Le général Voigts-Rhetz a repoussé, le 20, environ 6,000 gardes mobiles avec cavalerie et artillerie, de Monnaie au-delà de Notre-Dame-d'Oé.

L'ennemi s'est replié en désordre sur Tours.

Le général Goltz a surpris l'ennemi en quatre cantonnements près de Langres, et l'a dispersé vers le Nord.

L'ennemi a laissé derrière lui des centaines de fusils, des bagages et 50 prisonniers.

S'il faut s'en rapporter aux dépêches transmises de Versailles à l'Agence Havas, une sortie de Paris aurait eu lieu dans la matinée du 21. Trois divisions françaises, après un combat de plusieurs heures, auraient été repoussées par le 12<sup>e</sup> corps d'armée prussien.

Une autre dépêche venue par la voie de Londres dit que les pertes allemandes, dans cette affaire, sont considérables.

La même dépêche parle d'une surprise des troupes françaises par le général de Goltz, près de Langres. Nos soldats auraient dû se retirer vers le Nord.

On signale aussi, par voie d'Allemagne, une rencontre à Mounaie, village situé sur la route de Vendôme et Château-Renaud à Tours; un détachement de mobiles aurait été repoussé par l'artillerie du général Voigts-Rhetz jusqu'à Notre-Dame-d'Oé.

D'après les informations des correspondants allemands, les Prussiens concentrent leurs forces vers Montdidier et Clermont. Ils craignent que le général Faidherbe s'avance dans la direction de Paris, c'est pourquoi ils sont d'avis de lui livrer immédiatement bataille et de le forcer à se replier.

Le Daily Telegraph publie les dépêches suivantes:

Bruxelles, 19 décembre.

J'ai des nouvelles récentes de Versailles par l'intermédiaire de personnes qui connaissent l'état réel des choses sur ce point. L'appel solennel de troupes nombreuses fait nouvellement en Allemagne est considéré comme indiquant clairement que le général de Moltke trouve que l'armée assiégée est beaucoup trop faible pour investir Paris. Les personnages qui réfléchissent au quartier général, disent qu'une ou deux sorties comme la dernière, avec de meilleurs plans et un plus grand nombre d'hommes, pourraient forcer les chefs allemands à lever le siège. C'est en vue de la défensive, et non de l'offensive, que l'on fait venir les énormes levées de landwehr. Une conviction gage du terrain, c'est que les forces des assiégés sont trois fois plus considérables que celles des assiégeants; un tel fait constitue un élément de grand danger.

Francofort, 19 décembre

Vous pouvez m'en croire quand je vous dis que plus d'un renseignement récent venant de Versailles est entaché d'erreur. Il n'y aura pas de bombardement d'ici à quelque temps. Il faudrait un mois pour le rendre possible.

Les Allemands ont cru si fermement aux effets de la famine que rien n'est préparé, si ce n'est les batteries. Les canons que l'on a reçus ne s'élevaient qu'au nombre de 500. La plupart sont des pièces de 24 et ne pourraient pas servir contre le Mont-Valérien. Si les Allemands font le siège en détails de tous les forts, une artillerie si mince pourrait encore réussir, comme cela s'est fait à Strasbourg.

Mais pour un bombardement il faut qu'il s'agisse de canons égaux en calibre à ceux qui garnissent les forts français; autrement les batteries seraient mises en pièces une demi-heure après l'ouverture du feu. Les forts ont des fronts armés de 20 à 24 canons, la

part de 70, d'une plus longue portée que les canons Krupp de 24. A l'exception du Mont-Valérien, chaque fort est couvert par le feu de deux autres, de sorte que les batteries dirigées sur un fort quelconque seraient exposées à un feu concentré de 60 à 70 canons.

On comprend généralement qu'il serait tout à fait inutile de jeter dans Paris quelques bombes à longue portée, sachant en même temps que les deux canons-monstres placés en dernier lieu sur le Mont-Valérien peuvent atteindre Versailles. La préfecture, résidence du Roi, se trouve en prise au feu des ouvrages avancés de ce fort.

Des boulets lancés du fort même sont tombés près de l'aqueduc de Marly, à une distance de plus de quatre milles. Les Français ont fait dernièrement des travaux à un mille plus près des lignes allemandes, et ont avancé jusqu'à leurs canons. Les ouvrages nouveaux ne sont qu'à quatre milles et demi de la préfecture, du château, de l'hôtel des Réservoirs et du centre même de Versailles, et l'on sait que la portée des canons est de quatre milles et demi.

D'après une démonstration d'un témoin oculaire et digne de foi, je puis vous assurer qu'il y a quatre ou cinq jours les canons destinés au bombardement étaient encore dans le grand parc d'artillerie à Villecrochais, à l'exception d'un petit nombre qu'on avait enlevés pour en garnir les travaux de défense contre la possibilité de quelques sorties.

On écrit de Versailles, au Journal de Francofort:

On a abandonné l'idée d'un bombardement de Paris, mais on propose une attaque énergique des forts. Le conseil de guerre (comité de l'artillerie), n'a pas encore décidé quels forts, mais il aura lieu forcément, l'assaut, par suite du système défensif de l'adversaire, contre quatre forts à la fois en même temps que l'on bombardera l'investissement.

On ne songe pas à approvisionner Paris. Les convois de vivres qui arrivent par terre, par mer et par voie ferrée sont exclusivement destinés à ravitailler notre armée. Pour se faire une idée des difficultés, il suffit de citer le fait que 4,000 chariots devaient être expédiés hier par le chemin de fer entre Forbach et Nancy et que les attaques des francs-tireurs empêchaient leur départ.

On a également organisé pour l'armée de la Loire des parcs de chariots pour les convois de ravitaillement, et on les escorte avec de considérables détachements militaires. On vient de rappeler sous les armes le dernier ban de la landwehr.

Correspondance particulière de l'Indépendance belge

QUARTIER GÉNÉRAL DU ROI.

Versailles, 18 décembre.

Après que les députés du Reichstag eurent fait, avant-hier soir, leur entrée dans Versailles, bruyamment menés par des chevaux couverts de grelots et des postillons, qui faisaient allègrement laquer leurs fouets, ils furent conduits par des commissaires choisis, à cet effet, dans les quartiers que le préfet de police allemand, M. Stieber, leur avait fait réserver d'après le vœu de M. de Bismark.

Le président Simson a remis hier l'Adresse au chancelier fédéral; car tout devant se passer en cette occurrence d'une façon régulière et parlementaire, la réponse qui y serait faite ne pouvait ni ne devait être une improvisation: au contraire, suivant les usages reçus pour les discours du trône, cette réponse devait être remise au Roi, par M. de Bismark, au nom du cabinet, et être prononcée par le souverain, après acquiescement de sa part dans une audience préliminaire.

Cette audience, toute particulière d'ailleurs, sera donnée, aujourd'hui à deux heures, en la demeure du roi, à la préfecture.

Une réception de la députation par le prince royal, à la villa Ombrages, aura lieu à cinq heures et sera suivie d'un grand dîner d'apparat chez le Roi. Pour demain on prépare une excursion à l'aqueduc de Marly et une visite aux avant-postes.

Tel est le programme qu'on a fixé dès à présent. En attendant d'autres fêtes, on s'amuse des aventures de cinq Anglais qui se trouvent ici et parmi lesquels sont le capitaine Hozier, le dessinateur de l'Illustrated London News, M. Landolt, et le correspondant de la Pall Mall Gazette, M. Hot-Whistle. Ces messieurs se trouvaient tranquillement assis ensemble auprès d'Etampes. Un soldat les entendant parler une langue qu'il ne comprenait pas, les prit pour des Français — bien plus, pour des espions. Il hèle son sergent, qui appelle le lieutenant, lequel fait venir le commandant de l'étape. De pourparlers en pourparlers, on s'échauffa, et après trois heures de va-et-vien, on relâcha le capitaine Hozier, qui se rend, en effet, comme attaché militaire anglais, à l'armée du prince Frédéric-Charles, ainsi qu'un de ses compagnons; mais les trois autres furent bel et bien attachés sur une charrette et emmenés sous bonne escorte au commandant de place, à Versailles.

Bien que M. Landots dîne ordinairement deux ou trois fois par semaine chez le prince royal, qu'il ait son quartier chez le commandant de la 3<sup>e</sup> armée, qu'il jouisse, en un mot, de toutes les distinctions imaginables, il ne se trouva, quand il fut amené, personne pour le mettre en liberté, et le colonel Waker, représentant de l'Angleterre, appelé en toute hâte, ne se conduisit pas comme on eût pu l'attendre d'un citoyen anglais. Tout finit pourtant par s'arranger, et le prince Charles témoigna en personne tous ses regrets à la victime d'un quiproquo qui, somme toute, n'a rien de bien étonnant en temps de guerre. Aujourd'hui, tout le monde rit de cette histoire, plaisante pour tous, excepté pour ceux qui en ont été les héros involontaires.

Le prince de Wittgenstein, attaché militaire russe, ami personnel du général Trochu, qui l'a enfin laissé sortir de Paris, a quitté hier Versailles. Il a su faire sentir, d'ailleurs, durant son court séjour, que sa place n'était pas parmi les assiégeants.

Versailles, 19 décembre.

La réception de la députation du Reichstag par le roi a eu lieu à la préfecture: on avait renoncé, au dernier moment, à choisir le palais. Un service solennel, célébré dans la chapelle du château, ouvrit la cérémonie; le prédicateur Dessous y prononça une allocution élevée qui fit ressortir la grandeur de l'acte qui allait s'accomplir.

A deux heures, la députation se rendit dans seize voitures à la demeure du Roi. Le président et le vice-président occupèrent l'équipage à quatre chevaux du chancelier fédéral. Les autres voitures n'étaient pas toutes fort élégantes; mais, par convenance, on avait préféré sacrifier un peu l'éclat du cortège, que de mettre en réquisition les voitures de gala de Trianon.

Chez le Roi la députation trouva le prince royal, tous les hauts personnages présents à Versailles en ce moment, le chancelier fédéral et les hommes marquants des deux camps. Le comte Moltke était adjoint à la députation.

Le président, M. Simson, dans une courte allocution, rappela que c'était dans cette même ville que plus d'une expédition contre l'Allemagne avait été décidée et entreprise; que près de là même avaient été conclus les traités qui avaient brisé l'ancien empire germanique.

La réponse du Roi, prononcée d'une voix entrecoupée par l'émotion, vint à déjà été transmise par le télégraphe. Elle termina la cérémonie. M. Simson y répondit par un triple vif, en l'honneur du Roi — protecteur de l'Allemagne.

Sur le vœu exprimé par le prince royal de recevoir les députés chez lui, ceux-ci se dirigèrent alors vers la villa Ombrages. Le prince leur exprima toute la joie qu'il avait éprouvée en se trouvant à la tête des armées unies et d'avoir pu ainsi assister à une fusion des tribus allemandes telle qu'elle ne s'était pas vue depuis des siècles. « Et je suis particulièrement flatté, messieurs, ajouta-t-il en terminant, d'avoir des témoins tels que vous pour enregistrer cet acte mémorable. »

Les députés ont, durant leur séjour trouvé ici une hospitalité aussi large et aussi facile qu'il est possible dans une ville ennemie.

On écrit de Versailles au Times que le nouveau fort français du Mont-Avon est devenu formidable et inquiète beaucoup les assiégeants. Le correspondant ne comprend pas qu'ont l'ait laissé construire. On s'attend à une nouvelle sortie prochaine des assiégés.

On écrit du Havre, 20:

Le bruit court qu'un engagement très-sérieux a eu lieu à Bolbec entre une partie de l'avant-garde prussienne et des francs-tireurs, qui étaient appuyés par la cavalerie. Nous aurions mis l'ennemi en déroute.

Il paraît que les Prussiens s'avancent de nouveau sur le Havre et en plus grandes forces. On ne les craint pas. Les batteries sont toutes armées et la ville est à l'abri d'un coup de main.

Ces nouvelles méritent confirmation.

Fuite de l'escadre prussienne

Nous avons reproduit hier d'après le Moniteur universel, une note que ce journal intitulait: Une victoire sur mer.

Le Moniteur disait tenir de source certaine la nouvelle qu'à la suite d'un sanglant combat engagé dans les mers du Sud, entre la frégate française la Venus et la frégate prussienne la Herth, le navire ennemi a été capturé avec son équipage.

Eh bien, nous nous soulevons les yeux vers le Japon, qui contredit les informations du journal dépositaire des actes et décrets du gouvernement.

Il n'y aurait eu ni combat, ni navire et équipage coulés.

Mais il y aurait eu, pour le pavillon français, une gloire plus grande encore. Le Duplex, commandant Lespes, le Lavoisier, commandant Lerval, et la Venus, frégate

amirale, montée par le contre-amiral Dupré, ont offert le combat à toute l'escadre prussienne qui se trouve dans les mers du Sud.

L'escadre ennemie a refusé le combat, a pris la fuite, et s'est renfermée à Yokohama. Elle a fait plus, elle a abattu les cheminées de ses bateaux à vapeur, ce qui prouve que l'escadre de S. M. le roi de Prusse est décidée à ne plus reprendre la mer, aussi longtemps qu'elle aura devant elle le pavillon français.

Notre satisfaction est grande de porter à la connaissance du public ces faits qui prouvent que la marine aura, sur terre, sur la Loire, devant Paris et autres lieux, sur mer, en Europe et dans les autres parties du monde, que la marine aura partout sauvegarder l'honneur et le renom des armées françaises.

On écrit de Pau, le 1<sup>er</sup> décembre, au Journal de Toulouse:

Le conseil général des Basses-Pyrénées, réuni extraordinairement, vient d'accorder au préfet tout ce qu'il a demandé pour la défense nationale et s'est montré même disposé à aller au-delà, si c'était nécessaire. Ce louable empressement mérite d'autant plus l'attention que le conseil général est resté tel qu'il était sous l'Empire.

Le préfet de la République, M. Nogué, a respecté les élus du suffrage universel. En véritable magistrat républicain, il n'a commis aucune illégalité, placé aucune de ses créatures, et il a donné lui-même l'exemple du désintéressement, en renonçant à son traitement, chacun reste à sa place et fait son devoir. L'ordre le plus parfait n'a cessé de régner dans le département. Point de club violent, point de journal incendiaire, point de provocation à la guerre civile.

Le zèle pour la défense nationale n'en est que plus vif et plus général. On ne parle pas à tout propos de 1792, on chante peu la Marseillaise, mais on agit; mobiles, francs-tireurs, mobilisés, des sections des officiers de parti, on n'a cessé de faire des conférences spéciales et le dévouement patriotique.

La charité privée est très-active et vient en aide à l'administration pour adoucir les immenses misères que cette guerre entraîne. 1,400 prisonniers bavarois, envoyés inopinément, ont été reçus avec humanité. Nos blessés et nos malades commencent à arriver, et tout se prépare pour les bien recevoir.

Si tous les préfets ressemblaient à M. Nogué, la défense nationale serait assurée et la République serait fondée en France.

L'occupation de la Haute Normandie par les Prussiens et la capitulation de Rouen, payée à beaux deniers comptant, ont causé partout une douloureuse indignation. M. Es-tancelin était hier à Tours et quand on lui a dit qu'il y avait pourtant en Normandie de puissants éléments de défense, il a répondu affirmativement et de la façon la plus nette: on saura un jour que si, en Normandie, on avait fait plus de défense et moins de politique, Rouen n'aurait pas 17 millions à payer aux Prussiens et la Normandie ne serait pas souillée par l'invasion.

On lit dans l'Univers:

Le moment est venu de porter en lieu, pour une lutte incessante, toutes les forces disponibles de la France.

L'évacuation d'Orléans est un échec grave. Mais nous possédons encore deux grandes armées, à Paris et sur la Loire. Il importe avant tout de secourir et de fortifier ces deux principaux centres de résistance.

Pas de phrases, pas de déclamations, plus de jactance! Toute cette rhétorique de beaux enfants nous a fait assez de mal. Pour sauver et venger la France il faut d'immenses efforts, à la fois persévérants et intelligents. Ne nous laissons ni abattre par les revers ni endormir par des succès partiels. Tant que nos deux grandes armées ne seront ni éparpillées ni dispersées, rien ne sera perdu.

La Prusse concentrée ses forces contre nos deux armées principales: ne perdons pas un moment, et concentrons tous nos efforts pour déjouer les desseins et déjouer l'élan de l'ennemi.

Que les délégués de Tours détruisent toutes les influences locales qui, sous prétexte de républicanisme, désorganisent la défense générale. Les grandes villes qui ne sont pas directement menacées, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, ne doivent plus conserver dans leurs murs ni mobiles ni soldats. Toutes ces troupes, sous exception, doivent concourir à un mouvement offensif, si l'on veut sauver la France.

Deux vastes mouvements en avant: un vent porter, le plus vite possible, vers Paris et vers la Loire, trois à quatre cent mille hommes de renforts; si on ne le fait pas nous risquons de subir encore des désastres, cette fois irréparables.

Quant aux gardes nationales mobilisées, ils peuvent former dans les Ardennes et dans les Vosges, de nombreux corps volants, et remplacer les mobiles, les soldats et les ma-